

Bâtir le commun dont le monde a besoin

Emmanuel Videcoq (alias Éric Braine)

Je ne crois pas que la revue *Terminal* doit se préoccuper principalement dans les dix ans qui viennent d'"informatisation de la société", pour reprendre la terminologie du rapport Nora-Minc et du colloque de Giscard d'Estaing, de société ou de systèmes d'information, etc., ni se contenter de jeter un regard sociologique sur les réalités du développement technique comme si elles constituaient des réalités distantes de celles du social et du politique.

D'ailleurs, continuer à utiliser le mot société comme si celle-ci constituait une totalité vient obscurcir les enjeux, au moment où les machines de communication inspirent et modèlent de plus en plus les subjectivités contemporaines en mouvement.

Il en va de même pour le mot informatique, substantif forgé par des linguistes français pour réunir, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et sous un même terme, le "traitement automatique de l'information" et "la science des ordinateurs".

À l'heure de l'Internet rapide et de l'Adsl où une même ligne téléphonique permet indifféremment d'accéder à Internet, aux chaînes de télévision ou de téléphoner sous un mode digitalisé, il me semble que le numérique est désormais partout et fait complètement corps avec le social.

La question qui doit donc nous occuper en priorité est celle des réseaux numériques, dans le sillage d'Internet qui a constitué un formidable accélérateur, et donc le questionnement politique, économique et social lié à cet essor.

Qui développe ces réseaux et comment les développe-t-on ? Quel rôle jouent-ils dans le processus de globalisation ? Quid de la forme de capitalisme qui accompagne ce mouvement ? Comment ces nouvelles possibilités techniques entrent dans la vie quotidienne de chacun et viennent-elles modifier les formes de subjectivité et d'expression personnelle ? Quelles conséquences pour la production et l'échange de connaissance et pour la formation et l'information des individus ou des citoyens ? Quelles possibilités et quelles conséquences pour le développement de la démocratie ou pour les mouvements sociaux ? Quel rôle va jouer le droit d'auteur ou les différentes formes de copyright comme nouvelles barrières conditionnant la valorisation capitaliste ?

Comment dépasser une attitude purement réactive et utiliser ces moyens de façon créative pour changer l'ordre dominant, ou tout simplement favoriser l'expression artistique ? Comment le mouvement altermondialiste

notamment, va-t-il pouvoir utiliser ces outils pour continuer à se développer ?
Quel avenir pour les pratiques de gratuité et la production du logiciel libre,
pour les pratiques militantes de contre-information ?

Vous me direz, cela fait de nombreuses questions !

Mais toutes réunies en une seule idée, la question du numérique, comme l'a montré la genèse d'Internet ou les débats entre informaticiens à propos d'Unix ou du logiciel libre, est devenue directement politique. Il n'est plus besoin de médiations par la technique, la culture ou la société pour pouvoir en parler et en débattre. Il n'est plus possible, aujourd'hui, de parler de technologie et de politique, comme deux domaines distincts et autonomes dont il faudrait clarifier ou organiser la confrontation.

Rester fidèle à la vocation de *Terminal* en 2005 c'est, vingt-cinq ans après, renouer avec un certain discours activiste quelque peu impertinent en se distanciant des normes universitaires établies. Non pas pour dénoncer les technologies, comme Orwell dans *1984* ou penser que les machines contemporaines menacent la culture ou la société, mais les apprivoiser pour s'en servir, et alimenter des subjectivités créatrices et la coopération entre cerveaux, afin de bâtir le commun dont le monde a besoin.

